

[Auteurs]

Savoir et corruption

Knowledge and Corruption

Le rôle des universités dans la mainmise globalitaire
The Role of Universities in Global Reach

Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

Introduction

Lisbet HOLTEDAHL

Cet ouvrage est le fruit d'une conférence intitulée « Quel savoir pour quel développement », tenue en octobre 2010 à Tromsø, en Norvège. La volonté d'organiser cette conférence est née d'une inquiétude grandissante, constatée dans les pays du Nord comme ceux du Sud, sur le rôle des universités dans les affaires publiques et les dynamiques mondiales. Malgré de nombreux programmes de collaboration et l'apparente inclusion du Sud dans le discours universitaire à travers le monde, on a vu se creuser le fossé entre une élite mondiale et les populations du Sud. Bien que le monde universitaire soit souvent associé à la l'indépendance d'esprit et à la pensée critique, de nombreux indices laissaient entrevoir une autre dynamique: le monde universitaire comme catalyseur du renforcement des lois et des politiques favorables aux puissants acteurs du monde de la finance, avec leurs répercussions prévisibles sur la reproduction des inégalités. Quels liens directs ou indirects peuvent être tracés entre le milieu universitaire et la crise économique de 2008, les migrations de masse du Sud vers le Nord, les divers cas de grande corruption recensés récemment et les conflits armés qui affligent le monde ? Il semblait y avoir très peu de débats de type « méta » sur le monde universitaire comme milieu intéressé et « acteur » dans ces dynamiques. Nous avons donc réuni des universitaires, des politiciens, des administrateurs et des diplomates du Nord et du Sud pour lancer une discussion et poser un regard critique sur la direction que semblent prendre nos universités.

Le présent ouvrage vise à offrir une réflexion informée et une analyse critique plus poussée sur le rôle des universités au sein des dynamiques mondiales par le biais d'une pluralité de voix de divers milieux. Les études de cas présentées ici proviennent du Nord et du Sud et englobent plusieurs domaines, dont celui des affaires, de la politique, de l'éducation, du droit et de la santé. Le livre compte trois sections principales.

Dans la première partie intitulée « Savoir, argent et développement », six auteurs s'interrogent sur l'asymétrie Nord-Sud en portant une attention particulière au phénomène de la corruption.

Le premier article, de la magistrate franco-norvégienne et politicienne Eva Joly, est tiré de sa conférence d'ouverture intitulée: « Paradis fiscaux, héros du quotidien et rôle des établissements universitaires ». Dans sa présentation, M^{me} Joly fait référence au film de Lisbet Hortedahl « Un

château en Afrique » servant à illustrer certaines des problématiques fondamentales liées à la connaissance, à la société, à la politique et au pouvoir dans les relations Nord-Sud. Eva Joly offre des informations de première main tirées de son exhaustif travail politique, au Nord comme au Sud. Contrairement à maints experts qui stigmatisent le Sud comme principal foyer de la corruption, elle souligne le rôle essentiel des pays occidentaux et des sociétés multinationales comme piliers du réseau mondial de la corruption. Elle pointe également du doigt le rôle des paradis fiscaux dans la dépossession des pays, riches et pauvres, de leurs recettes fiscales. Elle souligne également le rôle important de l'anthropologie et du film comme moyens d'accroître et de transmettre nos connaissances sur les autres. Cet aspect revêt une importance particulière en regard de l'énoncé de M^{me} Joly à l'effet que 75 % des pays du monde ne répondent pas aux règles et aux conventions du système politique et financier occidental, suggérant par là l'importance capitale de comprendre d'abord, avant de juger et de condamner « l'autre ».

L'article suivant, du diplomate norvégien Terje Vigtel, effectue un retour sur la visite d'Eva Joly en Zambie. L'organisation de sa visite avait créé un mécontentement certain, avec la perception chez les Zambiens d'une nouvelle tentative européenne de venir faire la leçon aux Africains. Fait intéressant, les intellectuels de l'université de Zambie ne semblaient pas intéressés par la visite de M^{me} Joly. Par son analyse critique des contributions occidentales aux activités de corruption ayant cours à l'échelle mondiale avec de graves répercussions dans le Sud, Eva Joly a pourtant réussi à convaincre plusieurs Zambiens plutôt sceptiques au départ. Malgré le succès de sa visite au final, M. Vigtel propose qu'à l'avenir de tels débats en Zambie s'attachent à rejoindre et à inclure les leaders traditionnels, politiques et religieux, qui détiennent encore beaucoup d'autorité au sein de la société civile locale.

L'anthropologue français Jean-Pierre Olivier de Sardan se concentre sur l'écart entre les normes publiques et les normes pratiques dans les contextes africains, avec les défis qui en résultent lorsqu'il s'agit de définir la corruption. Selon Olivier de Sardan, plusieurs pratiques quotidiennes rencontrées en Afrique peuvent être définies comme de la « corruption » ou des « comportements légitimes », selon la perspective dans laquelle on s'inscrit. Il donne plusieurs exemples d'activités perçues comme de la corruption en Occident et comme un comportement « légitime » en Afrique. Les méthodes qualitatives des sciences sociales, nous dit Jean-Pierre Olivier de Sardan, offrent de bons outils pour étudier la corruption à petite échelle, mais ne sont pas si bien adaptées pour étudier le phénomène à plus grande échelle.

Pendant qu'Olivier de Sardan se concentre sur la micro-analyse d'une corruption à petite échelle, l'historien et africaniste norvégien Ketil Fred Hansen se consacre à la macroanalyse d'un cas impliquant des institutions de premier plan dans le Nord et dans le Sud. Dans son article intitulé « Oil for Education in Chad » (Pétrole contre éducation au Tchad), il décrit

comment le président tchadien parvient à se dégager d'engagements contractuels et à s'assurer le contrôle exclusif des revenus étonnamment élevés du pétrole. Par conséquent, sa promesse initiale de consacrer 80 % des revenus du pétrole à l'éducation, à la santé et aux infrastructures du pays n'a jamais été tenue.

Dans « L'Opération Épervier et l'économie politique de la corruption au Cameroun », l'historien camerounais Taguem Gilbert Fah décrit une campagne « anticorruption » controversée lancée en 2004. Cette initiative, au cours de laquelle plusieurs hauts fonctionnaires ont été arrêtés et condamnés, offre un bon exemple des dynamiques au sein de la politique camerounaise, où l'on voit la politique anticorruption politiquement instrumentalisée pour consolider le pouvoir du président en exercice. L'article inclut plusieurs caricatures liées à l'Opération Épervier tirées des journaux camerounais, gracieusement sélectionnées et mises en contexte pour cet ouvrage par l'historienne Christelle Amina Djouldé.

La première section du livre se conclut avec l'avocat malien Boubacar Ba qui décrit la corruption dans son pays, dressant la liste de plusieurs raisons et solutions possibles pouvant améliorer la situation. Dans son analyse, M. Ba fait la démonstration que les manœuvres corruptrices s'étendent du plus haut rang de la société aux échelons inférieurs et comment les plus jeunes générations s'en trouvent affectées.

La seconde partie du livre « Les universités entre le marteau et l'enclume » accorde une attention particulière au positionnement problématique des établissements universitaires sur le plan des relations Nord-Sud.

La section s'ouvre avec un article de l'historienne norvégienne Randi Rønning Balsvik sur les universités africaines et le rôle qu'y ont joué les manifestations étudiantes de 1960 à 2000. M^{me} Balsvik souligne l'importance des luttes étudiantes dans un contexte de libération nationale. Elle s'attache plus particulièrement au cas de l'Éthiopie, où les étudiants ont joué un rôle capital dans la chute du régime de Hailé Sélassié. L'étude de M^{me} Balsvik documente la fréquence à laquelle les universités ont été fermées par des mobilisations étudiantes depuis leur création. Exemples à l'appui, elle montre une relation éminemment complexe entre État et universités en Afrique. En tant qu'institutions d'origine occidentale, les universités se trouvent coincées entre les formes locales de savoir et de gouvernance d'une part, et l'influence du monde occidental, de l'autre. Le point de vue critique des étudiants est souvent réprouvé, perçu comme une menace potentielle par les pouvoirs locaux.

L'article « La corruption à l'école » de l'historien malien Drissa Diakité constitue un cas d'étude qui illustre bien les pratiques décrites par Olivier de Sardan et Boubacar Ba. L'auteur décrit comment la corruption au sein du secteur de l'éducation incarne bien la tendance à faire passer les intérêts personnels avant ceux de la société. Par ailleurs, puisque les jeunes sont exposés à de telles pratiques malhonnêtes dès leur plus jeune âge, ils sont davantage portés à les incorporer à leurs mœurs.

L'historien nigérien Maïkoréma Zakari dépeint quant à lui l'histoire récente du développement au Niger et les enjeux liés à la création de l'université de Niamey. L'auteur met en relief comment l'évolution des intérêts d'élite conduisent à une coupure progressive de l'élite avec le reste de la société. L'auteur cherche à entrevoir un nouvel avenir, soulignant que le savoir universitaire est important, mais ne suffit pas à assurer une société prospère. Il appelle à une réforme des universités africaines axée sur des connaissances plus pratiques et mieux adaptées aux besoins des populations et des conditions locales.

Le texte du sociologue norvégien Bjørn Hersoug partage sa riche expérience au sein du département des Pêcheries de l'Université de Tromsø (UiT), sous l'angle des rapports universitaires Nord-Sud. L'auteur maintient qu'en dépit de nombreuses collaborations avec le Sud, celles-ci ont été négligées en raison de la priorité accordée aux partenariats avec les établissements des pays industrialisés, européens et nord-américains notamment. Le Sud se trouve ainsi désavantagé, bien sûr, mais la dynamique affecte de plus en plus le Nord, puisque dans nombre de domaines (dont les pêches), les pays du Sud constituent des régions de première importance, tant en termes de marché et de production qu'en matière d'intérêt pédagogique. Il est grand temps que nous cessions de voir la collaboration Nord-Sud sous l'angle du Nord qui enseigne au Sud, et que nous admettions que les deux hémisphères ont quelque chose à apprendre de l'autre. Il ne faut toutefois pas oublier, comme le dit Hersoug, qu'un décalage se fait souvent jour entre ce que les universités veulent faire et ce qu'elles peuvent faire dans les limites fixées par leur personnel et leur financement. Chaque université doit donc inévitablement affronter un conflit d'intérêts latent : renforcer les plus faibles implique une remise en cause des puissants.

La dernière partie du livre, intitulée « L'université comme vecteur de libération », présente deux textes axés sur des pratiques universitaires engagées sur la voie d'un renforcement de l'ensemble de la société. Dans son article « Why do we not say that we need them, » (Pourquoi ne leur dit-on pas que nous avons besoin d'eux), Lisbet Holtedahl évoque différentes situations exemplaires tirées de ses 45 années de pratique universitaire à titre d'anthropologue au Sud comme au Nord pour illustrer le manque d'engagement du milieu universitaire et son détachement de la société en général. Elle décrit également la philosophie de l'« anthropologie partagée » qu'elle a mise en pratique sur le terrain, ainsi que dans divers projets de collaboration interuniversitaires au Nord et au Sud.

Saliou Mohamadou relate son histoire personnelle, celle qui l'a porté à réaliser le film « Juarke, Boys made Men in Mboum Society » dans le cadre de sa Maîtrise en Anthropologie visuelle à l'Université de Tromsø. Le film présente le rituel annuel de circoncision que doivent subir les garçons de Nghanha, village natal de Mohamadou dans le Nord-Cameroun. Ayant grandi à l'extérieur du village et ayant reçu une éducation moderne

depuis son plus jeune âge, Mohamadou fait l'expérience des mécanismes de l'exclusion lorsqu'il visite son village natal. En Afrique, de nombreux jeunes scolarisés « obligatoirement » à l'occidentale partagent cette expérience. Ils trouvent de plus en plus difficile de préserver les normes, les valeurs et les connaissances traditionnelles de leur société et de se lier avec les membres plus âgés de leur groupe. Mohamadou reprend la question soulevée par Cheick Hamidou Kane : ce qu'ils ont appris vaut-il ce qu'ils ont oublié ?

Puis, Randi Tunesvik, directrice du Centre norvégien de coopération internationale dans l'enseignement, décrit les défis et les bienfaits liés aux programmes de partenariat entre le Sud et le Nord, en mettant l'accent sur leur viabilité à long terme.

Dans le dernier article Ragnhild Dybdahl, directrice de l'éducation et de la recherche au NORAD (l'Agence norvégienne de coopération pour le développement) analyse le rôle des universités dans les politiques à long terme du gouvernement norvégien axées sur le développement dans le Sud. Les universités norvégiennes se situent au croisement entre le marché, l'État et la société civile. D'une part, elles sont relativement indépendantes, de l'autre elles peuvent être utilisées de manière stratégique par le gouvernement. Depuis quelques années, l'aide au développement devient de plus en plus un outil de politique étrangère.

Les thèmes prioritaires de la politique de développement norvégienne sont l'édification de la nation et la bonne gouvernance, avec d'autres domaines d'importance comme les biens communs mondiaux, le climat, les forêts, l'environnement, les conflits, les catastrophes humanitaires auprès de populations vulnérables, les taxes sur le capital, la corruption et la santé. Le gouvernement norvégien s'engage à soutenir l'enseignement supérieur et la recherche dans les pays en développement pour contribuer au développement économique et à la réduction de la pauvreté de chaque pays, selon leurs propres conditions, avec un accent particulier sur l'égalité des sexes et les droits des femmes. Cependant, bien que la recherche et l'enseignement supérieur jouent un rôle important dans tous les domaines cités, ils ne sont pas, en eux-mêmes, une priorité dans la politique de développement de la Norvège.

Souvent, notre travail ou nos projets sont trop fortement enracinés dans notre propre contexte. Nous pouvons constater que le rôle potentiel des universités n'est pas assez exploité dans la politique norvégienne et que nous pourrions, du fait, lui accorder une plus grande attention.

Enfin, le livre vient avec une collection de six films produits par des enseignants et des étudiants du programme Visual Cultural Studies de l'Université de Tromsø.

En ajoutant ces films au livre, nous voulions souligner l'importance des outils et des méthodes audiovisuels pour l'acquisition et la diffusion des connaissances interculturelles. Les articles du livre comportent plusieurs références aux films. On trouvera à la fin de l'ouvrage le synopsis des films.

Notre espoir est que le livre puisse susciter une réflexion plus poussée sur les rapports au niveau mondial entre « centre » et « périphérie », de manière à permettre aux universitaires de renouer avec la fonction première de l'institution : produire un savoir utile au progrès de toute la société, à l'avancement du monde et de l'humanité.